

ment payer un intérêt de 12 p. 100 tandis que celui qui investit \$1,000 perçoit près de 11 p. 100 d'intérêt ce qui donne un écart réel de 22 ou 23 p. 100 entre ces deux personnes.

Quand il s'agit des indemnités des parlementaires, une majoration de traitement est beaucoup plus souhaitable qu'une hausse procentuelle compte tenu de la répercussion de la formule procentuelle sur les négociations salariales qui se poursuivent dans tous le Canada. La plupart des gens se disent que si une certaine majoration est justifiée pour les députés, ils ont au moins droit à la même majoration, sinon plus. Ce principe est étendu à de si nombreux domaines que les conséquences qui en découlent sont assez graves.

● (1520)

Permettez-moi de parler tout d'abord du principe général dont s'inspire ce projet de loi. Hier soir, le sénateur Lawson a fait valoir deux arguments fort valables. Tout d'abord, il a signalé qu'il est tout à fait hors de propos de rattacher l'indemnité pour les services rendus par les députés, ou quiconque, en fait, aux pensions versées aux personnes âgées ou d'autres bénéficiaires de prestations sociales. C'est le point que les media ont mal interprété partout au Canada. Ces deux questions n'ont aucun rapport. Je suis en faveur de pensions plus élevées pour les personnes âgées et les invalides qui ont besoin d'une assistance sociale plus généreuse. Le projet de loi ne porte pas sur l'assistance sociale. Il s'agit ici de l'indemnisation de services et c'est une affaire entièrement différente.

Le sénateur Lawson a invoqué un second argument pertinent lorsqu'il a mis en évidence l'hypocrisie politique des partis et des particuliers qui approuvent d'emblée des hausses exorbitantes de salaires et d'indemnités aux assemblées législatives provinciales quand c'est leur parti qui accorde la majoration, mais qui font volte-face et condamnent le gouvernement fédéral, parce qu'il est d'une autre allégeance politique, quand il propose une hausse au niveau fédéral. Il n'y a pas lieu de faire un hochet politique d'une question de cette importance.

Néanmoins, je ne peux accepter la conclusion du sénateur Lawson selon qui il convient que le Parlement adopte maintenant ce projet de loi. Je crois qu'il est de mon devoir envers le Sénat d'expliquer franchement pourquoi il en est ainsi. Je dirai d'abord que je regrette, comme de nombreux sénateurs la regrettent également, j'en suis sûr, l'érosion constante de l'idée qu'on se faisait auparavant de la fonction publique dans notre pays. Il fut un temps où les gens entraient au Parlement ou dans la Fonction publique parce qu'ils voulaient d'abord travailler dans le domaine public. Ils n'y entraient pas parce que les traitements étaient alléchants. Ils étaient motivés par l'intérêt qu'ils portaient à leurs concitoyens et par l'espoir de pouvoir faire quelque chose de valable pour les aider.

Je sais qu'on peut pousser cela à l'extrême, et je ne veux pas dire que nous devrions instaurer une fonction publique où les employés devraient donner leur temps gratuitement, ou même pour une faible rémunération. Je dis simplement que je regrette de voir disparaître une époque où la fonction publique était composée de gens soucieux de servir la population. Cette conception cède de plus en plus

la place à l'idée selon laquelle on doit offrir une rémunération égale à celle du secteur privé.

Ce phénomène ne vaut pas seulement pour les parlementaires. On l'observe d'une façon plus marquée, depuis dix ou quinze ans, dans la Fonction publique. Je me souviens très bien d'une période où l'une des préoccupations du gouvernement était la concurrence de l'industrie privée, qui pouvait attirer très facilement les employés de la Fonction publique parce que les traitements qu'elle offrait étaient de beaucoup supérieurs à ceux qu'offrait le gouvernement. Aujourd'hui, les rôles sont presque inversés. A l'heure actuelle, certaines personnes du secteur privé, parmi les plus compétentes, le quittent pour entrer dans le secteur public, parce que les hauts fonctionnaires sont mieux rémunérés.

Comme le leader de l'opposition l'a dit aujourd'hui et le sénateur Lawson hier, environ 1,000 fonctionnaires d'Ottawa gagnent plus de \$60,000 par an. Je ne suis pas qualifié pour dire qu'ils ne les valent pas. Cela montre cependant à quel point la situation a évolué en 15 ans. On observe le même phénomène chez les représentants élus et l'on soutient qu'ils doivent gagner autant, ou plus que ceux qui œuvrent dans le secteur privé. C'est sans doute ce principe qui a inspiré la présente mesure.

Quoi qu'il en soit, honorables sénateurs, ce qui est beaucoup plus grave, ce qui m'inquiète, c'est que nous étudions ce bill à un bien mauvais moment. Je suis d'accord avec le leader, du gouvernement, et je suis dans les affaires publiques depuis assez longtemps pour savoir qu'il n'existe pas de moment opportun pour présenter un tel bill. Tout au mieux, il y a des moments un tout petit peu plus opportuns. Le pays traverse actuellement une grave crise économique et, en notre qualité de parlementaires, nous devons être les premiers à l'admettre en toute honnêteté.

D'après presque tous les indicateurs de croissance ou de stagnation économique, la situation s'aggraverait avant que nous puissions surmonter la crise. La remontée sera certainement longue, lente et pénible, avant que nous surmontions la crise, si nous y arrivons un jour. D'après les indicateurs économiques, le taux de chômage devrait continuer à progresser pendant au moins un an encore. L'inflation effrénée subsiste. Il est vraiment très improbable que l'on arrive bientôt à juguler l'inflation au Canada. On peut la ralentir un petit peu, mais rien ne nous permet de croire que l'inflation sera enrayée prochainement. A mon avis, il nous faut nous montrer honnêtes envers le peuple canadien. Ne lui donnons pas la fausse impression qu'en faisant simplement appel à quelques restrictions volontaires nous réussirons à juguler cette oppression qui étouffe les épargnes de toute une vie chez de centaines de milliers de gens et qui permet à peine aux petits salariés de survivre.

Tous font aujourd'hui des pieds et des mains pour obtenir une plus grosse tranche du gâteau qui rapetisse chaque jour puisque notre productivité n'augmente pas. Les chiffres en dollars du PNB prêtent beaucoup à confusion, car dans une large mesure ils ne sont que le produit de l'inflation dont je parle. Nous devons donc faire face à des conditions où le gâteau économique rapetisse au lieu de grossir et où tout le monde se dispute une plus grosse tranche d'un plus petit gâteau.